Non aux dons pour financer travaux d’école ou recherche médicale comme le téléthon !

écrit par Christine Tasin | 15 décembre 2014

Les lois françaises sont cul par-dessus tête. Les responsables ? Nos élites américanisées qui ont peu à peu transféré chez nous le mode anglo-saxon, libéral, malgré notre tradition d’un Etat fort, jacobin.

Conséquences ?

L'Etat, chez nous, a/avait des fonctions régaliennes (défense, sécurité, justice, santé, finances – monnaie déjà abandonnée et dévolue à des structures supra-nationales….) et des obligations : veiller à la santé et à l'instruction de tous, assurer la persistance de notre patrimoine en entretenant églises, châteaux, halles, lavoirs etc, permettre que santé et instruction puissent être dispensés dans des locaux ad hoc, veiller à l'entretien des voies de transport… Bref, faire en sorte que la res publica, l'intérêt commun, ne soit pas un vain mot.

Or, depuis quelques lustres, c'est la méthode anglo-saxonne qui s'installe en catimini chez nous pour notre plus grand mal. c'est ainsi que naît le téléthon en 1987 qui reprend le concept américain des années 50, **l'appel aux dons pour financer la recherche médicale et aider les malades atteints de pathologies graves. Il s'agit là d'un cas d'abandon de l'Etat de ce qui est son travail.** Il en est de même avec les Restos du Coeur, inventés en 1985, qui déchargent l'Etat de sa fonction d'aide aux plus démunis ou plutôt qui complètent, dans des conditions opaques et inégalitaires ces aides.

Pourquoi opaque et inégalitaire ? Il ne s'agit pas de cracher sur les Restos du Coeur qui font un énorme travail, il s'agit de dire objectivement les choses :

– Quand l'Etat, avec des textes et règlements clairs, décide que les allocataires en situation précaire ou de détresse ont droit à des allocations spécifiques, à des bons d'achat de la CAF, à des tarifs spéciaux pour le gaz et l'électricité etc, il s'agit d'un système connu, qui est le même partout en France et qui assure les mêmes droits à chacun, en toute transparence, sans que les concernés aient à aller mendier.

– Quand il s'agit d'entreprises associatives, les plafonds ne sont pas les mêmes, forcément, mais, surtout, selon que l'on vit près d'une antenne des Restos du coeur ou pas, on aura ou pas un plus par rapport

au système de base. Selon que l'on est timide ou pas, que l'on ose ou pas, on ira ou pas retirer chaque semaine son sac de nourriture… L'égalité républicaine n'est pas respectée, et bien des vieilles personnes, trop fières pour s'abaisser à quémander, meurent de faim, littéralement, quand des familles entières bénéficiant déjà des aides de l'Etat, du Conseil régional, du Consel général et de la Commune se nourrissent grâce aux dons des uns et des autres. Est-ce juste ?

– Il en est de même pour le Téléthon : c'est à l'Etat, à une utilisation intelligente de l'impôt que devrait revenir le soin d'assurer la recherche sur la myopathie, les autres maladies orphelines et le bien-être des malades. Or, abandonner à une association ce soin c'est sans doute, aussi, l'assurance que ce qui est vital dépend de la volonté et des moyens, aléatoires, des uns et des autres. Par ailleurs, les choix de redistribution, laissés à une association, aussi sérieuse soit-elle, aussi sérieux et dévoués que soient ses dirigeants, peut laisser imaginer que là aussi l'égalité républicaine n'est pas garantie. Ni par rapport à la recherche sur d'autres maladies (quid de ce qui concerne la grippe et les juteux vaccins pour lesquels les laboratoires font des prouesses de recherche, très rapide ?) ni par rapport à l'ensemble des malades concernés….

Bref, l'Etat se désengage, dans l'acquiescement de tous, qui ne voient pas que l'on est en train de remplacer non seulement un peuple mais un mode de vie et, surtout un système jacobin avec un Etat fort par un système libéral à l'anglo-saxonne qui n'est ni dans notre culture ni dans notre intérêt.

C'est exactement ce qui se passe avec l'appel aux dons fait par le maire de Yèbles.

http://www.leparisien.fr/info-paris-ile-de-france-oise/seine-et-marne-appel-aux-dons-pour-renover-une-ecole-08-12-2014-4357087.php

Une école c'est une nécessité, une obligation étatique, ça ne soit pas dépendre de la générosité des individus !!!

Sauf à voir les régions riches avec des écoles et les

régions pauvres avec une tente ou un igloo pour accueillir les enfants. Sauf à accepter l'idée que celui qui paye peut faire faire les travaux et l'aménagement à son idée, pourquoi pas un émir du Koweit imposant la non mixité en échange de ses pétro-dollars ?

Nous nageons en pleine inversion des valeurs. Le problème c'est que l'Etat n'est pas plus riche pour autant, au contraire, il s'appauvrit d'année en année ! Le problème ce n'est pas que l'Etat n'aurait pas ou plus les moyens d'assurer ses obligations, c'est que l'Etat, par le jeu de la décentralisation mortifère, s'est peu à peu engagé à financer des projets locaux qui ne sont plus prioritaires et, de plus, a détourné les sommes dues à tous pour des associations, bidon ou pas, qui font passer les intérêts communautaires, politiques et culturels, avant les vraies priorités.

La preuve ?

Comment se fait-il que le Maire de Yèbles ait besoin de lancer un appel pour trouver 40000 euros en complément d'un projet de 850000 euros quand on sait que, par exemple, SOS racisme a perçu 504000 euros de subventions en 2009, que la LDH reçoit 80000 euros de la seule Mairie de Paris, que le Conseil Economique, social et environnemental nous coûte 1 million d'euros par mois, qu'une petite association locale comme Zirlib (1) à Orléans a reçu plus de 40000 euros en 2012 entre l'Etat, la région, et la commune ? D'ailleurs, fort étrangement, la LDH n'a pas besoin de lancer un appel aux dons pour construire et entretenir les bâtiments qu'elle possède pour un total de plus de 2 millions…

Cerise sur le gâteau, les dons et adhésions perçus par la plupart des associations ouvrent droit à déduction d'impôts et donc appauvrissent l'Etat devenu incapable de jouer son rôle pour ce qui est indispensable, la sécurité (bonjour les suppressions de poste dans la police), l'armée (idem), l'éducation, la sante, la recherche médicale et scientifique…

Ces exemples disent assez qu'il faut tout réformer et tout revoir.

L’appel aux dons ne doit concerner que des engagements politiques ou culturels, de l’engagement pour telle ou telle cause, comme c’est le cas à *Résistance républicaine*. Nous luttons contre l’islam, nous appelons ceux qui partagent nos craintes à nous aider afin que nous puissions continuer notre travail d’information, nos actions sur le terrain, que nous puissions nous défendre face aux attaques dont nous sommes l’objet de la part et de l’Etat via le procureur de la République et d’associations droidel’hommistes gavées de subventions et d’associations musulmanes, tous luttant pour nous interdire le droit d’ouvrir les yeux à nos concitoyens.

Etre fier de la France, défendre notre identité et notre patrimoine, c’est, aussi, refuser que s’instaure malgré nous un système venu d’ailleurs et nuisible parce qu’il instaure subjectivité et choix discutables, comme l’était la charité chrétienne au XIXème siècle qui refusait aux filles mères le bénéfice de son assistance…

Plus jamais ça !

Christine Tasin

http://www.resistancerepublicaine.com/

(1) Un des responsables de Zirlib, vexé qu’on puisse les considérer pour une association minable au vu des subventions que nous annoncions vient obligeamment de poster sur notre site ce commentaire :

Par ailleurs, vous allez finir par nous faire passer pour des amateurs avec ces montants de subvention dérisoires. Je vous invite à passer à nos bureaux au 108 rue de Bourgogne à Orléans afin de prélever à la source des informations sérieuses.
Vous noterez ainsi que le Ministère de la Culture et de la Communication nous octroie pour l’année 2015 une subvention de 50 000 euros, et la Région Centre nous accompagne d’ores et déjà à hauteur de 30 000 euros. Des fonds européens sont également en cours d’acquisition (notification à venir prochainement).
Bien cordialement,
N. Le Tallec